



Comment renforcer les partenariats avec la société civile dans les Opérations Financières par l'IDA et la BIRD

Résumé d'un Rapport de « Partnership for Transparency » (PTF)

L'expansion historique qu'anticipe la Banque Mondiale (nommée le Processus d'Évolution) vise entre autres à approfondir ses partenariats avec la société civile. En ce moment, la Banque Mondiale est en train de développer un plan pour atteindre cet objectif. Dans ce contexte, PTF a analysé en détail l'engagement de la Banque (l'IDA et la BIRD) avec les organisations de la société civile et les citoyens au niveau des projets exécutés par la Banque. En totale, une dizaine de recommandations ressortent de cette évaluation, qui ont été partagées avec les actionnaires et la Direction de la Banque Mondiale. Le rapport, intitulé « Partnering with Civil Society for Citizen-Driven Country Engagement, Delivery, and Accountability in IDA- and IBRD-Financed Operations », est disponible sur ptfund.org/idastudy. Les conclusions principales et les recommandations du rapport sont résumées ci-dessous.

Key Findings

- 1 La Banque Mondiale a acquis énormément d'expérience et de bonnes bases pour renforcer ses partenariats avec la société civile. Pour ce faire, elle devra agir proactivement pour clarifier les politiques, guider le personnel et les clients, et combler les déficits de financement. La Banque Mondiale n'a pas énoncé une politique d'engagement avec la société civile (ESC) ; et son dernier rapport sur l'état d'avancement de sa collaboration avec les organisations de la société civile (OSC) date de plus d'une décennie.
- 2 Les OSC des pays du Sud indiquent que les consultations organisées par la Banque Mondiale semblent symboliques, et que le manque de financements des OSC pour leur travail d'analyse est une contrainte majeure à leur participation substantiellement dans les dialogues nationaux. Accroître le soutien direct aux OSC locales pour les travaux analytiques serait en accord avec les objectifs du « Knowledge Compact » du processus d'Evolution.
- 3 La Banque Mondiale pourrait promouvoir plus efficacement la localisation et le développement menés au niveau local en élargissant l'utilisation de plateformes multipartites (PMPs) soutenues par IDA-19 ainsi que les PMP établis par « l'Open Government Partnership » dans 75 pays (dont beaucoup sont membres de l'IDA et de la BIRD).
- 4 Un espace civique adéquat est essentiel pour mettre en œuvre les activités d'engagement des citoyens, des parties impliquées et des OSC incluses dans les opérations soutenues par la Banque Mondiale. À l'heure actuelle, la Banque Mondiale n'incite pas son personnel à évaluer l'espace civique et de se mettre d'accord avec les Clients sur les mesures appropriées pour garantir un espace civique adéquat pour l'ESC.
- 5 De nombreux organismes d'exécution des projets financés par la Banque ont des capacités de mise en œuvre limitées. Celles-ci seront mises à une plus rude épreuve alors que les financements de l'IDA et de la BIRD augmenteront rapidement. Bien que l'expansion de l'ESC ne résoudra pas tous les défis d'exécution des projets, elle pourrait impliquer une mise en œuvre plus rapide et efficace que si les gouvernements agissaient seuls. Les OSC peuvent aider, sans ralentir les délais de traitement des projets, d'au moins trois façons:
 - a) Les OSC peuvent s'impliquer dans la prestation de services et faciliter la conception et la mise en œuvre des activités de mobilisation des citoyens et des partis jouent dans le cadre d'un projet donné;
 - b) Les OSC peuvent fournir des services contractuels à la demande des agences d'exécution de projets (AEP), en particulier dans les situations de fragilité, de conflit et de violence (FCV); et
 - c) Les OSC peuvent effectuer ou faciliter le contrôle et le suivi par des tiers (« third party monitoring ») afin d'améliorer la légitimité du processus, les mécanismes de règlement des plaintes, les résultats et la réactivité aux besoins des bénéficiaires.
- 6 Selon l'évaluation de la Banque Mondiale, plus de la moitié des projets financés par l'IDA sont confrontés à des risques fiduciaires et de gouvernance « substantiels ou élevés ». Les risques de pertes dues à la corruption, à la fraude et au gaspillage vont s'amplifier à mesure que l'IDA et la BIRD élargiront leurs financements, en particulier pour les prêts d'appui budgétaire.
- 7 La Banque Mondiale s'appuie sur les systèmes de transparence et de responsabilisation des emprunteurs ainsi que sur ses propres politiques d'acquisition de biens et services, et de gestion financière pour faire face à ces risques. Cette stratégie est efficace. Dans les faits, une collaboration plus étroite avec la société civile peut aider la Banque Mondiale à améliorer sa performance dans ce domaine, mais cette option est rarement utilisée et la Banque ne dispose pas de mécanisme approprié pour financer ce type de collaboration.
- 8 Les graves déficits de financement des OSC locales les empêchent d'aider l'IDA de manière significative à obtenir des meilleurs résultats avec plus d'intégrité. Les fonds fiduciaires fournis à la Banque par les bailleurs n'offrent que des financements négligeables aux OSC locales. Une analyse du CAD de l'OCDE montre que seul environ 1% de l'APD mise en œuvre par les OSC a été fournie directement aux OSC locales. Investir une infime fraction de l'IDA 21, qui envisage d'être la plus grande IDA de l'histoire pour soutenir l'élargissement des partenariats avec les OSC locales pourrait avoir des avantages financiers, sociaux et économiques considérables et contribuer à la lutte contre la corruption.





"Comment renforcer les partenariats avec la société civile dans les Opérations Financières par l'IDA et la BIRD

Résumé d'un Rapport de « Partnership for Transparency » (PTF)

10 Recommandations

#1: Clarifier les politiques de la Banque Mondiale en matière de collaboration avec les OSC au-delà des consultations; rétablir les recommandations pertinentes pour le personnel, y compris concernant le financement explicite de l'ESC tout au long de la vie des projets ainsi que le développement d'indicateurs mesurables dans le cadre des rapports d'avancement périodiques; et assurer plus de transparence dans la base de données de la Banque Mondiale sur la passation des marchés afin que les contrats attribués aux OSC puissent être vus et mesurés.

#2: Accroître les opportunités de participation des OSC locales dans le cadre d'un modèle d'engagement national amélioré (a): en mettant à jour les processus opérationnels pour permettre d'accroître la contribution des OSC; et (b): en élargissant et renforçant l'utilisation des PMF telles que celles établies dans le cadre de l'IDA-19 et de l'« Open Government Partnership ».

#3: Mettre en place un programme visant à fournir des subventions directes aux OSC locales pour des travaux d'analyse afin de permettre leur participation significative dans les analyses de base et dans le cadre de PMPs établis au niveau national.

#4: Demander au personnel de mener des évaluations de l'espace civique afin d'identifier les actions nécessaires pour garantir un espace d'engagement planifié des citoyens, des OSC et d'autres parties impliquées dans les opérations financées par la Banque. Il devra également inclure des indicateurs de performance nationaux appropriés en matière d'espace civique dans la refonte proposée de la Fiche de performance et des systèmes de suivi et d'évaluation qui l'accompagnent, ainsi que dans l'Évaluation des politiques et des institutions (CPIA).

#5: Mettre à jour le cadre d'engagement citoyen, avec des consultations publiques en bonne et due forme, dans le cadre du nouveau modèle opérationnel. La mise à jour devrait préciser le rôle des OSC dans la facilitation de l'engagement citoyen dans les activités de financement et d'engagement au niveau national ; elle devrait aussi mettre l'accent sur la qualité de la mise en œuvre, sur l'affectation de financements adéquats pour l'engagement des citoyens et des OSC, ainsi que sur le suivi des réalisations et des résultats.

#6: Évaluer l'adéquation du déploiement et des incitations du personnel dans les bureaux locaux de la Banque Mondiale pour faciliter l'engagement des citoyens et des OSC, et de les renforcer si nécessaire.

#7: Publier des directives du personnel pour étendre et surveiller le contrôle et le suivi par des tiers menés par les citoyens et les OSC. Ceci permet d'améliorer la légitimité des processus et des résultats du financement de projet d'investissement (IPF), des programmes de prêts aux résultats (PforR) et des opérations à l'appui des politiques de développement (DPO).

#8: Établir une base de référence et accroître l'attention accordée à l'utilisation d'outils de responsabilité sociale et de stratégies ascendantes de bonne gouvernance dans l'analyse de base (y compris pour les programmes de défis globaux), et dans le renforcement de l'engagement et des financements au niveau national.

#9: Développer, approfondir, financer, suivre, et rendre compte des partenariats avec les citoyens et les OSC afin de détecter et d'empêcher le gaspillage, la fraude et la corruption et de financer ces partenariats à une échelle proportionnelle aux défis à relever. En particulier, il faut promouvoir les partenariats entre la société civile locale et les institutions indépendantes de redevabilité du pays.

#10: Les partenaires de l'IDA envisagent la mise en place d'un mécanisme hébergé par la Banque Mondiale pour combler les déficits de financement pour la participation des OSC locales aux activités d'engagement et de redevabilité de l'IDA au niveau national. Dans un premier temps, un tel mécanisme de financement pourrait:

- a) accorder des subventions aux OSC locales pour des travaux d'analyse afin de leur permettre de participer de manière significative aux activités d'engagement de l'IDA au niveau national, y compris pour la mise à jour des analyses de base;
- b) financer des activités de contrôle et le suivi par des tiers («third party monitoring») gérées par des OSC et d'autres activités de suivi afin de renforcer la légitimité des processus, de vérifier et d'améliorer les résultats, et de prévenir et de dénoncer le gaspillage, la fraude et la corruption dans les dépenses publiques; et
- c) soutenir les programmes visant à renforcer la capacité technique des OSC locales à participer à l'engagement au niveau national et aux activités de contrôle et le suivi par des tiers («third party monitoring»).